

étant donné l'incertitude juridique quant à la légalité de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2003 relatif aux services de taxi et aux services de location de véhicules avec chauffeur, auquel il a été mis un terme par les arrêtés du 8 octobre 2009 n<sup>os</sup> 196.694, 196.695 en 196.696 du Conseil d'Etat, section administration. Quelques mois encore seront nécessaires en vue d'adapter les taximètres du restant de la flotte de taxis qui ne sont pas encore équipés des appareils secondaires adéquats. Le présent arrêté de modification doit par conséquent entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 afin de permettre un déroulement correct de l'installation des appareils nécessaires dans les mois suivants, tant en ce qui concerne les installateurs que les exploitants de taxi;

Vu l'avis 47.560/3 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 79 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2003 relatif aux services de taxi et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2009, les mots « 31 décembre 2009 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2010 ».

**Art. 2.** A l'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2009, les mots « 31 décembre 2009 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2010 ».

**Art. 3.** A l'article 83 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2009, les mots « 31 décembre 2009 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2010 ».

**Art. 4.** La Ministre flamande qui a la politique de mobilité et le transport dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4217

[2009/206006]

**15 DECEMBRE 2009.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 179;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 définissant la notion de personne handicapée au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 33<sup>o</sup>, du Code wallon du Logement;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2007 et 31 janvier 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement;

Vu le contrat de gestion 2007-2012 conclu le 10 septembre 2007 entre la Région wallonne et le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Considérant la nécessité d'adapter la réglementation d'octroi des prêts afin que celle-ci rencontre au mieux la réalité socio-économique des ménages wallons;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, le 12<sup>o</sup> est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« 12<sup>o</sup> Zone de pression immobilière

Ensemble des communes où le prix moyen des maisons d'habitation ordinaires excède, sur base de la moyenne des statistiques de l'Institut national des Statistiques des 3 dernières années disponibles, de plus de 35 % le prix moyen des mêmes maisons calculé sur le territoire régional. La liste des communes à pression immobilière sur base des statistiques de l'Institut national des Statistiques est fixée annuellement par l'administration, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 35, du Code wallon du Logement, pour être d'application au 1<sup>er</sup> janvier suivant. »

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 13<sup>o</sup> est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« 13<sup>o</sup> Zones d'habitat à revitaliser

Ensemble des communes qui sont des zones franches urbaines et/ou des zones répondant aux critères suivants :

a) le territoire de la commune se trouve dans un noyau d'habitat caractérisé par une densité suffisante et par un seuil minimal de population dans les secteurs statistiques contigus;

b) le territoire de la commune est caractérisé par une mauvaise qualité du logement et comprend moins de 10 % de logements de très bonne qualité par rapport au nombre total de logements sur le territoire sur base des statistiques de l'Institut national de Statistiques (Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie);

c) le territoire de la commune se trouve en zone d'initiative privilégiée telle que définie par l'Autorité fédérale. »

**Art. 3.** A l'article 3, § 2, du même arrêté, il est ajouté un point c) libellé comme suit :

« c) des prêts hypothécaires destinés à financer, dans le cadre d'une procédure de séparation ou de divorce, la reprise de l'immeuble par un des conjoints, à condition toutefois qu'un enfant au moins soit domicilié avec lui dans cet immeuble ou y réside de manière non continue selon les termes des conventions préalables à divorce ou d'une décision de justice dans le cadre d'une procédure de séparation ou de divorce. Ce financement est limité au paiement de la soule, des frais d'acte et éventuellement aux frais de transfert de la couverture d'assurance-vie du prêt en cours. »

**Art. 4.** L'article 3, § 3, du même arrêté est complété comme suit :

« A titre exceptionnel, le Fonds peut remettre à disposition de l'emprunteur le montant de ces aides pour lui permettre de terminer les travaux, de faire face à des imprévus survenus en cours de chantier ou d'en entamer de nouveaux. Ces sommes sont libérées au fur et à mesure sur base de la production de factures ».

**Art. 5.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 1<sup>o</sup>, e), est remplacé par la disposition suivante : « 35 % lorsque l'immeuble objet du prêt est situé dans une zone de pression immobilière; »

**Art. 6.** Le point f de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est supprimé.

**Art. 7.** L'article 7, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante : « Il ne peut, en aucun cas, dépasser, d'une part, le coût de l'opération immobilière, déduction faite des aides à fonds perdus éventuellement accordées par les pouvoirs publics et, d'autre part, 110 % de la valeur vénale après travaux du logement. »

**Art. 8.** A l'article 8 du même arrêté, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les taux d'intérêt appliqués à chacune des catégories définies dans la grille des barèmes reprises à l'annexe 1<sup>er</sup>, les subventions contribuant à la réduction de la charge mensuelle, les réductions éventuelles de taux accordées en fonction de la nature de l'opération, de la situation du logement et de la catégorie à laquelle émerge le demandeur ainsi que les modalités d'adaptation de la grille des taux sont établis par le règlement visé à l'article 16 du présent arrêté. »

**Art. 9.** Les alinéas 2 à 7 de l'article 9 du même arrêté sont supprimés.

**Art. 10.** L'article 11 du même arrêté est complété comme suit :

« En cas de prêt complémentaire d'un montant inférieur à 7.500 EUR, le Fonds détermine si celui-ci doit être garanti par une inscription hypothécaire ».

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du nouveau règlement visé à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4217

[2009/206006]

#### 15. DEZEMBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 179;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie»;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 zur Bestimmung des Begriffs von behinderter Person im Sinne des Artikels 1, 33<sup>o</sup>, des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und vom 31. Januar 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie»;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008 zur Festsetzung der Modalitäten für die Anpassung der in Artikel 203 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Beträge und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen;

Aufgrund des am 10. September 2007 abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags 2007-2012 zwischen der Wallonischen Region und dem «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie»;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Regelung zur Gewährung der Darlehen anzupassen, damit diese der sozio-ökonomischen Realität der wallonischen Haushalte bestens entgegenkommt;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Beschließt:

**Artikel 1 -** In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» wird der Punkt 12<sup>o</sup> gestrichen und durch folgende Bestimmung ersetzt:

«12<sup>o</sup> Gebiet mit Baudruck

Gesamtheit der Gemeinden, wo der Durchschnittspreis der gewöhnlichen Wohnhäuser auf der Grundlage des Durchschnitts der verfügbaren Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts der letzten 3 Jahre den auf dem regionalen Gebiet gerechneten Durchschnittspreis der gleichen Häuser um mehr als 35 % überschreitet. Die Liste der Gemeinden mit Baudruck auf der Grundlage der Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts wird jährlich von der Verwaltung, wie sie in Artikel 1, 35, des Wallonischen Wohngesetzbuches bestimmt wird, festgelegt und gilt ab dem folgenden 1. Januar.»

**Art. 2** - In Artikel 1 desselben Erlasses wird der Punkt 13° gestrichen und durch folgende Bestimmung ersetzt:

«13° Neu zu belebende Wohngebiete

Gesamtheit der Gemeinden, die freie Stadtgebiete und/oder Gebiete sind, die folgenden Kriterien entsprechen:

a) das Gebiet der Gemeinde befindet sich in einem Wohnkern, der sich durch eine ausreichende Dichte und durch eine minimale Bevölkerungsschwelle in den angrenzenden statistischen Sektoren kennzeichnet;

b) das Gebiet der Gemeinde kennzeichnet sich durch eine schlechte Wohnqualität und enthält weniger als 10% Wohnungen von sehr guter Qualität im Verhältnis zu der Gesamtanzahl der Wohnungen auf dem Gebiet auf der Grundlage der Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts (Generaldirektion Statistik und wirtschaftliche Information des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft);

c) das Gebiet der Gemeinde befindet sich in einem bevorzugten Initiativgebiet, so wie es durch die Föderale Behörde bestimmt wird.»

**Art. 3** - In Artikel 3, § 2 desselben Erlasses wird ein Punkt c) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«c) Hypothekendarlehen, die im Rahmen eines Trennungs- oder Scheidungsverfahrens dazu bestimmt sind, die Übernahme des Gebäudes durch einen der (Ehe)partner zu finanzieren, unter der Bedingung jedoch, dass mindestens ein Kind in diesem Gebäude seinen Wohnsitz bei ihm hat oder sich dort gemäß den Bestimmungen der einer Scheidung vorhergehenden Vereinbarungen oder eines gerichtlichen Beschlusses im Rahmen eines Trennungs- oder Scheidungsverfahrens auf unterbrochene Weise aufhält. Diese Finanzierung beschränkt sich auf die Zahlung des Ausgleichsbetrags, der Urkundenkosten und eventuell auf die Kosten für die Übertragung des Lebensversicherungsschutzes des laufenden Darlehens.»

**Art. 4** - Artikel 3, § 3 desselben Erlasses wird folgendermaßen ergänzt:

«Der Fonds kann dem Darlehensnehmer ausnahmsweise den Betrag dieser Beihilfen zur Verfügung stellen, damit er die Arbeiten fertigstellen, im Laufe der Arbeiten entstandene unvorhergesehene Ausgaben bestreiten oder neue Arbeiten beginnen kann. Diese Beträge werden nach und nach auf der Grundlage des Vorliegens der Rechnungen ausgezahlt.»

**Art. 5** - « In Artikel 6, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Punkt 1, e) durch folgende Bestimmung ersetzt: «35%, wenn das Gebäude, das Gegenstand des Darlehens ist, in einem Gebiet mit Baudruck gelegen ist;».

**Art. 6** - Punkt f) des Artikels 6, Absatz 1, 1° wird gestrichen.

**Art. 7** - Artikel 7, Absatz 2 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: «Keinesfalls darf er einerseits die Kosten des Immobiliargeschäfts nach Abzug der gegebenenfalls von den öffentlichen Behörden unter Verzicht auf Rückzahlung gewährten Beihilfen und andererseits 110% des Verkaufswerts nach den Arbeiten der Wohnung überschreiten.»

**Art. 8** - In Artikel 8 desselben Erlasses wird der § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die auf jede der in der Tariftabelle bestimmten und in der Anlage 1 aufgeführten Kategorien angewandten Zinssätze, die zur Verringerung der monatlichen Lasten beitragenden Zuschüsse, die eventuellen, je nach der Art des Vorgangs, der Lage der Wohnung und der Kategorie, der der Antragsteller zugehört, gewährten Zinssatzverringerungen, sowie die Modalitäten für die Anpassung der Zinssatztafel werden durch die in Artikel 16 des vorliegenden Erlasses erwähnte Regelung festgelegt.»

**Art. 9** - Die Absätze 2 bis 7 des Artikels 9 desselben Erlasses werden gestrichen.

**Art. 10** - Artikel 11 desselben Erlasses wird folgendermaßen ergänzt:

«Im Falle eines ergänzenden Darlehens von weniger als 7.500 EURO bestimmt der Fonds, ob dieser durch eine Hypothekeneintragung garantiert werden muss.»

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Datum des Inkrafttretens der in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» erwähnten neuen Regelung in Kraft.

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2009.

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

J.-M. NOLLET

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4217

[2009/206006]

**15 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse huisvestingscode, inzonderheid op artikel 179;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 tot bepaling van het begrip « persoon met een handicap » in de zin van artikel 1, 33°, van de Waalse huisvestingscode;

Gelet op de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007 en 31 januari 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 203 van de Waalse huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypotheecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden;

Gelet op het beheerscontract 2007-2012 gesloten op 10 september 2007 tussen het Waalse Gewest en het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie »;

Overwegende dat de regelgeving voor de toekenning van de leningen aangepast moet worden opdat ze zo goed mogelijk kan inspelen op de sociaal-economische realiteit van de Waalse gezinnen;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemoetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » wordt 12° geschrapt en vervangen als volgt :

« 12° vastgoeddrukgebied

Geheel van gemeenten waar de gemiddelde prijs van de gewone woonhuizen, op basis van het gemiddelde van de statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek van de 3 laatste beschikbare jaren, meer dan 35 % hoger is dan de gemiddelde prijs van dezelfde huizen berekend op het gewestelijk grondgebied. De lijst van de gemeenten met vastgoeddruk op basis van de statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek wordt jaarlijks door de administratie opgemaakt, zoals omschreven in artikel 1, 35, van de Waalse huisvestingscode, om van toepassing te zijn op de eerstkomende 1 januari. »

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt 13° geschrapt en vervangen als volgt :

« 13° Te revitaliseren woongebieden

Geheel van de gemeenten die vrije stadsgebieden zijn en/of gebieden die aan de volgende criteria voldoen :

a) het grondgebied van de gemeente is gelegen in een woongebied gekenmerkt door een voldoende dichtheid en een minimale bevolkingsdrempel in de verwante statistische sectoren;

b) het grondgebied van de gemeente wordt gekenmerkt door een slechte woonkwaliteit en bevat minder dan 10 % woningen van zeer goede kwaliteit t.o.v. het totaal aantal woningen op het grondgebied op basis van de statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek (Directoraat-generaal Statistiek en Economische informatie van de FOD Economie);

c) het grondgebied van de gemeente is gelegen in een bevoorrecht initiatiefgebied, zoals bepaald door de Federale overheid. »

**Art. 3.** In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt een punt c) ingevoegd, luidend als volgt :

« c) hypotheekleningen die in het kader van een scheidings- of echtscheidingsprocedure bestemd zijn voor de financiering van de overname van het onroerend goed door één van de echtgenoten, evenwel op voorwaarde dat minstens één kind met hem (haar) in dat gebouw woonachtig is of er niet permanent verblijft krachtens de bepalingen van de overeenkomsten die aan een echtscheiding voorafgaan of een rechtsbeslissing in het kader van een scheidings- of echtscheidingsprocedure. Die financiering wordt beperkt tot de betaling van de opleg, de aktekosten en eventueel de kosten van de overdracht van de levensverzekeringdekking van de lopende lening. »

**Art. 4.** Artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Bij wijze van uitzondering kan het Fonds het bedrag van die tegemoetkomingen ter beschikking stellen van de lener om hem in staat te stellen de werken te voltooien, het hoofd te bieden aan onverwachte problemen tijdens de uitvoering van de werken of nieuwe werken op te starten. Die bedragen worden geleidelijk aan gestort na overlegging van facturen. »

**Art. 5.** « In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit : wordt 1°, e), vervangen als volgt : « 35 % indien het gebouw dat het voorwerp van de lening uitmaakt in een vastgoeddrukgebied gelegen is; ».

**Art. 6.** Punt f van artikel 6, eerste lid, 1°, wordt geschrapt.

**Art. 7.** Artikel 7, tweede lid, wordt vervangen als volgt : « Hij mag in geen geval enerzijds de kost van de vastgoedverrichting overschrijden, na aftrek van de tegemoetkomingen met afstand van het kapitaal die eventueel door de overheid verleend worden en anderzijds 110 % van de verkoopwaarde na uitvoering van werken in de woning. »

**Art. 8.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen als volgt :

« De rentevoeten die geldig zijn voor elke categorie bepaald in de tariefschaal opgenomen in bijlage 1, de subsidies die tot de verlaging van de maandelijkse last bijdragen, de eventuele rentevoetverlagingen toegestaan naar gelang van de aard van de verrichting, van de toestand van de woning en van de categorie waarin de aanvrager ingedeeld is, alsook de modaliteiten voor de aanpassing van de tariefschaal liggen vast in de regelgeving bedoeld in artikel 16 van dit besluit.

**Art. 9.** In artikel 9 worden het tweede tot het zevende lid geschrapt.

**Art. 10.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« In geval van bijkomende lening van minder dan 7.500 EUR bepaalt het Fonds of ze door een hypothecaire inschrijving gewaarborgd moet worden. »

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de nieuwe regelgeving bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemoetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie ».

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4218

[2009/206039]

**22 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 déterminant, pour l'année 2009, les modalités de la prise en charge par la Région d'une aide à la location d'un logement inoccupé à prendre en gestion par une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2009, notamment l'allocation de base 31.01 du programme 11 de la section 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logement à finalité sociale;